



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B(S-XIX)/PREP/2
21 février 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

**RAPPORT DE LA PREMIÈRE RÉUNION D'EXAMEN
À MI-PARCOURS**

Genève, 28 janvier-1^{er} février 2002

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
Introduction	2
I. Examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental	6
II. Bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok	7
III. Débats interactifs et dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence	8
IV. Déclarations de clôture	9
V. Questions d'organisation	10
Annexe	
Participation.....	12

Introduction

DÉCLARATIONS LIMINAIRES

1. Le **Président du Conseil** a rappelé qu'à sa quarante-huitième session, le Conseil avait approuvé les modalités de base du processus d'examen à mi-parcours, qui reposaient sur les trois thèmes suivants: i) un examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental; ii) un bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok (TD/386); et iii) des débats interactifs et un dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence.
2. Le Conseil avait décidé en outre que trois vice-présidents participeraient aux préparatifs de l'examen à mi-parcours, à savoir: pour l'examen du mécanisme intergouvernemental – M. Federico Alberto Cuello Camilo (République dominicaine); pour le bilan de la mise en œuvre du programme de travail sur la base d'indicateurs de résultats – M^{me} Eleanor M. Fuller (Royaume-Uni); pour les débats interactifs et le dialogue directif – M. Virasakdi Futrakul (Thaïlande). Il avait été décidé que les deux vice-présidents responsables de l'examen du mécanisme intergouvernemental et du bilan feraient tout pour achever leurs travaux avant l'examen à mi-parcours à Bangkok.
3. Le **Secrétaire général de la CNUCED** a remercié le Gouvernement et le peuple thaïlandais d'avoir généreusement offert d'accueillir l'examen à mi-parcours et de maintenir leur soutien à la CNUCED. L'inauguration de l'Institut international du commerce et du développement de Bangkok à l'occasion de l'examen à mi-parcours constituait un résultat concret de la dixième session de la Conférence.
4. L'examen à mi-parcours permettrait de faire le bilan des réalisations intervenues depuis la dixième session de la Conférence, d'examiner la situation actuelle et de déterminer si des ajustements devaient être faits à la lumière des événements survenus. L'objectif n'était ni de remettre en cause ce qui avait été convenu à la dixième session de la Conférence – puisque rien ne justifiait de profonds changements – ni de préparer la onzième session de la Conférence.
5. Les activités de la CNUCED étaient particulièrement sensibles à l'environnement économique dans lequel le développement s'inscrivait. Depuis la dixième session de la Conférence, la conjoncture avait changé; elle s'était améliorée à certains égards et s'était dégradée à d'autres. Les États-Unis étaient entrés en récession et d'autres grands pays industrialisés éprouvaient également des difficultés. Toutefois, on pouvait espérer que la récession ne serait ni très forte ni très longue, et des signes de reprise pouvaient être décelés. L'introduction de l'euro représentait un événement historique qui aurait des effets sur la structure monétaire du monde. Dans le même temps, d'autres événements, comme ceux survenus en Argentine, pouvaient être profondément préoccupants et rappelaient que le développement rencontrait des obstacles constants dans un monde de plus en plus complexe.
6. L'un des facteurs influant sur les travaux de la CNUCED à un autre niveau était la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha. Le vaste programme de négociations lancé à cette occasion et la prise en compte du développement dans les thèmes retenus auraient un

impact sur les activités de la CNUCED, qui devait s'interroger sur les meilleurs moyens d'aider les pays à tirer parti des négociations multilatérales. Le secrétariat avait déjà mis en place une équipe spéciale interne qui avait pratiquement achevé l'élaboration d'un programme d'assistance global répondant aux besoins exprimés, à l'intention des délégations participant à ces négociations. Les autres événements qui auraient des incidences importantes sur les travaux de la CNUCED étaient la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, la Conférence internationale sur le financement du développement et la Conférence sur le développement durable.

7. Les négociations commerciales étaient une condition nécessaire, mais non suffisante, du développement. Elles créaient des ouvertures, mais pour en profiter, chaque pays devait renforcer ses capacités productives, diversifier son économie et devenir compétitif. Les mesures connexes énoncées dans le Plan d'action de Bangkok consistaient notamment à renforcer le secteur productif, à améliorer la capacité d'épargner et d'attirer l'investissement, à développer le secteur des entreprises, à dégager des synergies entre les fournisseurs nationaux et les sociétés transnationales, ainsi qu'à instaurer les conditions nécessaires à une meilleure utilisation de la technologie. Elles devaient être prises parallèlement, et non postérieurement, aux négociations commerciales.

8. En conclusion, le Secrétaire général a réaffirmé que l'examen à mi-parcours devrait servir à définir les orientations du Plan d'action de Bangkok à la lumière des événements survenus et des obstacles rencontrés, et à établir des priorités.

9. Le représentant de la **Thaïlande**, s'exprimant au nom du **Groupe des 77 et de la Chine**, a dit que l'examen à mi-parcours revêtait une grande importance et, en cas de succès, préparerait le terrain pour la onzième session de la Conférence. L'examen à mi-parcours se déroulait à un moment critique, car l'économie mondiale était en proie à la plus grave déflation enregistrée depuis un demi-siècle, dont les conséquences étaient sévères pour les pays en développement. Il fournissait une excellente occasion d'échanger les points de vue sur ce qui avait été fait et sur ce qui restait à faire pour mettre en œuvre le Plan d'action de Bangkok, ainsi que sur la manière dont les pays développés et les pays en développement pouvaient se concerter pour surmonter les difficultés actuelles. Le Groupe des 77 et la Chine contribueraient activement au succès de l'examen à mi-parcours.

10. Le représentant du **Bangladesh**, s'exprimant au nom des **pays les moins avancés**, a dit que depuis la dixième session de la Conférence, des faits importants avaient eu des incidences sur les PMA et sur les missions confiées à la CNUCED. Les PMA devaient donc rester au cœur des programmes de la CNUCED. Celle-ci devrait notamment continuer de traduire dans les faits le Programme d'action en faveur des PMA adopté à Bruxelles. La création du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement n'avait pas modifié le mandat de la CNUCED concernant l'appui fonctionnel fourni aux PMA; l'Assemblée générale avait d'ailleurs préconisé un renforcement de la CNUCED.

11. Dans le Programme d'action de Bruxelles, le Conseil était invité à envisager de transformer son comité de session sur les PMA en comité permanent. Dans sa décision 467 (XLVIII), le Conseil avait décidé d'engager des consultations sur la question dans

le cadre de l'examen du mécanisme intergouvernemental. La proposition de créer un comité permanent était indépendante de la recommandation formulée au paragraphe 116 du Programme d'action; il était souhaitable de trouver une solution satisfaisante à cette question à la présente réunion.

12. Le Fonds d'affectation spéciale pour les PMA était une initiative positive, mais les contributions versées restaient insuffisantes. La CNUCED devrait donc intensifier ses efforts de collecte de fonds. La Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes et l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement avaient insisté sur l'importance de la mise en valeur des ressources humaines dans les PMA, question qui devrait être prise en compte dans l'exécution du programme d'assistance technique de la CNUCED. Dans le Plan d'action de Bangkok, la CNUCED avait été priée d'établir un programme intégré d'assistance technique en faveur des PMA, et il fallait espérer que l'évaluation des ressources nécessaires serait bientôt achevée.

13. Les réunions d'experts de la CNUCED avaient contribué à l'analyse des politiques et à la prise de décisions dans les PMA, mais la participation des experts de ces pays était limitée par l'insuffisance des fonds disponibles. Si leurs experts ne pouvaient participer à ces réunions, les recommandations formulées ne présenteraient probablement pas un très grand intérêt pour les PMA. Il existait aussi un décalage entre les recommandations des réunions d'experts et les décisions de la Commission. Le représentant espérait que tous ces problèmes pourraient être résolus.

14. L'environnement extérieur restant plus que jamais défavorable aux PMA, les partenaires de développement de ces pays devaient s'attacher plus activement à l'améliorer. Il était souhaitable de prendre en compte les préoccupations des PMA dans l'examen à mi-parcours.

15. Le représentant de l'**Espagne**, parlant au nom de l'**Union européenne**, a exprimé l'espoir que l'examen à mi-parcours aiderait à renforcer la CNUCED afin qu'elle puisse s'acquitter plus efficacement de son mandat. Il fallait à cet égard tenir compte de l'évolution récente et en particulier de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA ainsi que de la Conférence de Doha, qui était la première réunion ministérielle de l'OMC à mettre l'accent sur le développement et sur le rôle particulier de la CNUCED dans ce domaine. En ce qui concernait le mécanisme intergouvernemental, son fonctionnement laissait à désirer et il apparaissait nécessaire d'en examiner les rouages de façon approfondie. Il ne fallait en aucun cas accroître le nombre de réunions intergouvernementales. Au sujet du bilan, il s'agissait non pas de renégocier le Plan d'action de Bangkok, mais de s'attacher à l'exécuter le mieux possible. Les trois thèmes de l'examen à mi-parcours étaient étroitement liés et devaient donc être considérés ensemble. Enfin, il fallait remercier le Gouvernement thaïlandais d'avoir offert d'accueillir l'examen à mi-parcours.

16. Le représentant de la **Norvège** a déclaré que l'examen à mi-parcours offrait une bonne occasion de faire le point de ce qui avait été accompli et de voir comment s'atteler aux tâches nouvelles. Le but était non pas de renégocier le texte adopté à la dixième session de la Conférence, mais de tenir compte des résultats de réunions comme la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA, la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha, la Conférence sur le financement du développement et la Conférence sur le développement durable. Il fallait

espérer que l'examen à mi-parcours donnerait des orientations générales pour les travaux futurs, ce qui supposait l'établissement de priorités et une rationalisation. Les avantages comparatifs de la CNUCED revêtaient une grande importance à cet égard. Pour ce qui était de l'examen du mécanisme intergouvernemental, il fallait essayer d'améliorer les réunions d'experts, étudier de près le rôle des commissions et renforcer les travaux du Conseil. Le représentant a également remercié la Thaïlande qui s'était proposée comme pays d'accueil pour l'examen à mi-parcours.

17. Le représentant de l'**Ouganda**, parlant au nom du **Groupe africain**, estimait qu'il fallait non pas restructurer de fond en comble le mécanisme intergouvernemental, mais en améliorer le fonctionnement. Il ne fallait pas non plus essayer de renégocier le Plan d'action de Bangkok. Deux questions particulières devaient être réglées: celle du financement de la participation d'experts des pays en développement aux réunions d'experts de la CNUCED et celle de l'application du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok.

18. Le mécanisme intergouvernemental de la CNUCED devait pouvoir s'adapter à l'évolution récente, mais il fallait veiller à ne pas le détourner de ses fonctions principales. Il serait bon de transformer le comité de session du Conseil pour les PMA en comité permanent. Le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement et les petits États en développement insulaires, créé il y avait peu, avait son propre mandat qui ne faisait pas double emploi avec les travaux de la CNUCED, auxquels le Programme d'action en faveur des PMA devait être intégré. Le représentant a lui aussi remercié la Thaïlande de son offre.

Chapitre I

EXAMEN DE L'EFFICACITÉ ET DU FONCTIONNEMENT DU MÉCANISME INTERGOUVERNEMENTAL

(Point 3 de l'ordre du jour)

19. Le représentant de la **République dominicaine**, parlant en sa qualité de Président pour le thème de l'examen à mi-parcours relatif au mécanisme intergouvernemental, a déclaré qu'il fallait faire en sorte que la CNUCED soit capable de s'adapter aux changements. Au sujet de l'examen du mécanisme intergouvernemental, il avait tenu des consultations informelles avec tous les groupes régionaux en décembre et en janvier, à la suite de quoi il avait établi un document officieux destiné à servir de base de discussion à la première réunion de l'examen à mi-parcours.

Séances informelles

20. L'examen du point s'est poursuivi en séances informelles.

Séance plénière de clôture

21. Le représentant de la **République dominicaine**, parlant en sa qualité de Président pour le thème de l'examen à mi-parcours relatif au mécanisme intergouvernemental, a précisé que le document officieux qu'il avait initialement établi avait été largement revu et qu'une nouvelle version datée du 29 janvier avait été présentée. Il s'avérait que deux problèmes revêtaient une importance cruciale. Le premier concernait la question du financement de la participation d'experts, qui était examinée par le Groupe de travail du plan moyen terme et du budget-programme et qui aurait des incidences sur l'efficacité des prochaines réunions d'experts. Le deuxième avait trait à la création à New York du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui influencerait sur les travaux du Conseil du commerce et du développement et sur la qualité des activités de renforcement des capacités.

22. Le **Président** a dit qu'il était entendu que les consultations informelles se poursuivraient dans le cadre des préparatifs de la deuxième réunion d'examen à mi-parcours.

Chapitre II

BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL ADOPTÉS DANS LE PLAN D'ACTION DE BANGKOK

23. La représentante du **Royaume-Uni**, parlant en sa qualité de Présidente pour le thème de l'examen à mi-parcours concernant le bilan, a dit que les travaux préparatoires avaient été accomplis par le secrétariat, lequel avait établi un document faisant le point de l'exécution des programmes pendant l'exercice biennal 2000-2001 (TD/B(S-XIX)/L.1). Après les déclarations générales, on examinerait les activités de chaque sous-programme pour voir ce qui avait été fait, déterminer ce qu'il restait à faire et tirer des leçons de l'expérience en vue d'améliorer les résultats.

Séances informelles

24. L'examen du point s'est poursuivi en séances informelles.

Séance plénière de clôture

25. La représentante du **Royaume-Uni**, parlant en sa qualité de Présidente pour le thème de l'examen à mi-parcours concernant le bilan, a précisé que la première réunion avait permis d'évaluer deux sous-programmes ainsi que l'application du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok. Le secrétariat établissait des résumés des débats qui feraient l'objet de consultations avant la deuxième réunion. Compte tenu du faible taux de réponse au questionnaire sur le lectorat diffusé par le secrétariat (UNCTAD/EDM/Misc.201), les résultats ne pouvaient être considérés comme représentatifs et les États membres étaient invités à répondre audit questionnaire avant la deuxième réunion.

Chapitre III

DÉBATS INTERACTIFS ET DIALOGUE DIRECTIF DANS LE CONTEXTE DES PERSPECTIVES ET DES ENJEUX DÉCOULANT DES CHANGEMENTS SURVENUS DEPUIS LA DIXIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE

(Point 4 de l'ordre du jour)

26. Le représentant de la **Thaïlande**, parlant en sa qualité de Président pour le thème de l'examen à mi-parcours ayant trait aux débats interactifs et au dialogue directif, a informé les participants de divers aspects organisationnels de l'examen à mi-parcours à Bangkok et des activités préparatoires du pays hôte. Il a aussi fait distribuer un document officiel où figurait le programme provisoire de l'examen et des annotations concernant les débats interactifs.

27. L'examen à mi-parcours aurait lieu du mardi 30 avril au jeudi 2 mai. Ses temps forts seraient l'ouverture de la trente-neuvième session extraordinaire du Conseil, la cérémonie inaugurale de l'examen à mi-parcours, les deux débats interactifs et la séance plénière de clôture de la session extraordinaire. Le premier débat interactif serait consacré aux questions de politique économique soulevées depuis la dixième session de la Conférence, et le second aurait trait aux problèmes de développement découlant de la mondialisation.

28. Le mercredi 29 avril, les participants à la session extraordinaire seraient invités à assister à l'inauguration de l'Institut international du commerce et du développement à l'Université Chulalongkorn.

Chapitre IV

DÉCLARATIONS DE CLÔTURE

29. Le représentant du **Paraguay**, s'exprimant au nom du **Groupe latino-américain et caraïbe**, a estimé que l'objectif de l'examen à mi-parcours était d'évaluer les problèmes posés par la mise en œuvre du Plan d'action de Bangkok et la manière d'accroître l'efficacité de la CNUCED. Pour «accroître l'efficacité», il fallait non pas réduire les ressources financières et faire plus avec moins, mais répondre aux nouveaux défis en prenant des initiatives novatrices et concrètes comme le Plan d'action de Bangkok, qui devrait donc être intégralement appliqué.

30. Les pays en développement étaient engagés dans une série de négociations dans divers domaines et éprouveraient des difficultés à définir leurs priorités et à mettre en œuvre leur politique de développement. Ils avaient donc besoin de l'appui de la CNUCED, qui ne pouvait être que pénalisée par une réduction de ses ressources.

31. Renforcer le mécanisme intergouvernemental aboutirait à améliorer la qualité des recommandations et des conclusions formulées. Resserrer les liens entre les organes intergouvernementaux de la CNUCED et d'autres organismes intergouvernementaux devrait être une priorité. Si l'on dressait un bilan, il ne faisait pas de doute que beaucoup restait à faire pour appliquer le Plan d'action de Bangkok. Il importerait de veiller à ce que les décisions prises dans un organisme des Nations Unies ne soit pas entravées ou retardées lorsqu'elles étaient examinées par d'autres instances du système. Les politiques et les budgets devraient être cohérents jusqu'à leur adoption finale. En ce qui concernait le dialogue directif s'inscrivant dans le contexte des changements survenus, les résultats de la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha représentaient un facteur important à prendre en compte dans la définition des activités futures de la CNUCED. En outre, la Conférence de Monterrey sur le financement du développement arrêterait les priorités des organismes internationaux de financement et de coopération.

32. Enfin, il importait de ne pas perdre de vue, dans toutes les discussions ou négociations, la contribution des activités de la CNUCED au développement.

Chapitre V

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la session

33. La première réunion de l'examen à mi-parcours a été ouverte le 28 janvier 2002 par M. Ali Said Mchumo (République-Unie de Tanzanie), Président du Conseil.

B. Bureau

34. Les membres du Bureau, élus à la quarante-huitième session du Conseil, étaient les suivants:

Président: M. Ali Said Mchumo (République-Unie de Tanzanie)

Vice-Présidents: M. Iouri Afanassiev (Fédération de Russie)

M. Toufik Ali (Bangladesh)

M. Federico Alberto Cuello Camilo (République dominicaine)

M. Douglas M. Griffiths (États-Unis d'Amérique)

M^{me} Eleanor M. Fuller (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M. Virasakdi Futrakul (Thaïlande)

M. Nathan Irumba (Ouganda)

M. Toshiyuki Iwado (Japon)

M. Kalman Petocz (Slovaquie)

M. Jacques Scavee (Belgique)

Rapporteur: M. Federico Perazza Scapino (Uruguay)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

35. L'ordre du jour provisoire publié sous la cote TD/B(S-XIX)/PREP/1 a été adopté à la séance d'ouverture. L'ordre du jour de la réunion était le suivant:

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental.

3. Bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok.
4. Débats interactifs et dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport.

D. Questions diverses – calendrier des réunions de la CNUCED

36. À sa séance plénière du 1er février 2002, le Conseil du commerce et du développement a approuvé les modifications ci-après apportées au calendrier des réunions de la CNUCED:

La deuxième reprise de la trente-huitième session du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme se tiendrait le 13 février 2002.

La sixième session de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement se déroulerait du 18 au 21 février 2002.

La troisième réunion d'examen à mi-parcours aurait lieu du 25 au 28 mars 2002.

E. Adoption du rapport

37. À la séance plénière de clôture de la première réunion d'examen à mi-parcours, le Conseil a adopté son projet de rapport (TD/B(S6-XIX)/PREP/L.1), sous réserve des modifications apportées aux résumés des déclarations à la demande des délégations, et a autorisé le Rapporteur à établir le texte définitif du rapport en tenant compte des débats de la séance plénière de clôture.

Annexe
PARTICIPATION*

1. Les États membres de la CNUCED ci-après, membres du Conseil, étaient représentés à la première réunion d'examen à mi-parcours :

Algérie	Italie
Allemagne	Jamahiriya arabe libyenne
Angola	Jamaïque
Argentine	Japon
Autriche	Kenya
Bangladesh	Lesotho
Barbade	Lettonie
Bélarus	Luxembourg
Bénin	Madagascar
Brésil	Malaisie
Bulgarie	Maroc
Burundi	Mexique
Canada	Namibie
Chine	Népal
Colombie	Nigéria
Congo	Norvège
Côte d'Ivoire	Oman
Cuba	Ouganda
Danemark	Pakistan
Égypte	Panama
Émirats arabes unis	Paraguay
Équateur	Pays-Bas
El Salvador	Pérou
Espagne	Philippines
États-Unis d'Amérique	Portugal
Éthiopie	République arabe syrienne
Fédération de Russie	République de Corée
Finlande	République dominicaine
France	République populaire démocratique de Corée
Ghana	République-Unie de Tanzanie
Guatemala	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
Guinée	d'Irlande du Nord
Inde	Sénégal
Iran (République islamique d')	Singapour
Irlande	Slovaquie
Israël	Sri Lanka

* La liste des participants porte la cote TD/B(S-XIX)/PREP/INF.1

Soudan
Suisse
Thaïlande
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie

Ukraine
Uruguay
Viet Nam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

2. Les États membres de la CNUCED ci-après, qui ne sont pas membres du Conseil, étaient représentés en qualité d'observateur:

Brunéi Darussalam
Mozambique

Saint-Siège
Swaziland

3. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées à la réunion :

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
Communauté européenne
Ligue des États arabes
Organisation de la Conférence islamique
Centre Sud

4. Les institutions spécialisées et organisations apparentées ci-après étaient représentées à la réunion:

Organisation internationale du Travail
Fonds monétaire international
Organisation mondiale du commerce

5. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Centre du commerce international étaient représentés à la réunion.
